

# JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

A une petite année des échéances électorales de 2017, le travail du premier secrétaire du Parti socialiste semble colossal : parvenir à valoriser le bilan du Gouvernement sortant tout en rassemblant à gauche, pour éviter une fragmentation des voix qui serait synonyme d'absence d'un candidat au second tour de la présidentielle.

Propos recueillis par Marjolaine Koch

**E**st-ce que ça va toujours « mieux » ? Difficile de faire entendre le bilan du Gouvernement dans ce climat...

Nous sommes dans une situation charnière et paradoxale car d'un côté il y a les chiffres qui s'améliorent, on peut regarder la croissance, la consommation, tous les indicateurs passent au vert.

De l'autre côté, dans un pays qui n'a pas encore conscience de ces améliorations, la contestation est forte dans la rue ou les sondages.

**L'année s'annonce périlleuse du coup...**

Cette année ne va pas être périlleuse puisqu'il n'y a pas d'échéance, en revanche les préparatifs de l'élection présidentielle demandent de la patience et des efforts. Mais j'ai tendance à penser que les faits finissent par s'imposer, les indicateurs sont bons et ils le sont grâce à notre politique. C'est à nous de parvenir à dresser le bilan de ce quinquennat, la clé réside dans la perception des Français des réalisations socialistes.

**Vous êtes optimiste, Lionel Jospin a pu penser la même chose.**

Le bilan de Lionel Jospin a été taillé en pièces par la gauche elle-même ! Alors qu'il était bien placé dans les sondages, les candidatures alternatives à gauche avaient tout intérêt à souligner ce qui n'allait pas dans son bilan. Et la division a produit son effet. Les concurrents ont pu souligner tous les manques et tous les espoirs qu'ils comptaient insuffler. Résultat : ils ont déprécié un bilan auquel ils avaient eux-mêmes participé.

Pour nous la situation actuelle est complètement différente, la question posée au Parti socialiste est la suivante : comment finir par faire passer la réalité de l'amélioration de la situation dans notre électorat, ce qui sera suffisant pour être qualifié au second tour.

**Mais le Gouvernement actuel laisse un espace à sa gauche sur l'échiquier politique, où les candidatures peuvent se développer.**

C'est une habitude de la Gauche : on est dans la fragmentation. Les autres candidats à gauche sont dans des postures punitives vis-à-vis du PS. Ce qui plaît aux militants mais ne cristallise pas l'électorat de gauche qui ne veut ni de la droite, ni de l'extrême droite. Mais dans le fond, il n'y a pas une candidature alternative crédible. Si l'on prend l'exemple du PS, parmi ceux qui pourraient

se présenter dans une primaire il y a Arnaud Montebourg, Benoît Hamon, Christian Paul, Marie-Noëlle Lienemann, Gérard Filoche... Mais lorsque Arnaud Montebourg monte le Mont Beuvray, il est entouré de qui ? Deux frondeurs ! Et en plus, qui ne disent pas « la candidature de Montebourg est intéressante. » Benoît Hamon aurait pu le dire, mais il a préféré déclarer ce jour-là « la candidature de Nicolas Hulot m'intéresse ! »

Du côté de l'extrême-gauche, vous avez Jean-Luc Mélenchon qui organise son rassemblement pendant que Pierre Laurent clôture le congrès du PCF. Il y a aussi Clémentine Autain, une troisième potentialité. Du côté de EELV, Cécile Duflot ne réunit que 35 % des voix à son Congrès, il y a donc une majorité contre elle. Elle sera donc minoritaire dans la majorité des Verts. Verts qui sont amputés de 50 % de ses parlementaires et des 2/3 de ses adhérents. Nous, nous disons il y a deux moyens de rassembler les forces à gauche. Soit en passant par une primaire de toute la gauche, mais le PCF et les Verts refusent ce chemin. Soit par un rassemblement large qui comprend politiques, associatifs et anciens syndicalistes, c'est la Belle alliance populaire que nous avons lancée il y a quelques semaines.

**Justement, sur l'aspect de la primaire, comment concilier le statut de Président de la République et celui de candidat à une primaire ?**

C'est d'abord une question de date, je n'ai pas arrêté de le dire. C'est pour cela que j'étais défavorable à ce que demandait le Parti communiste et les écologistes, d'organiser cette primaire à la rentrée, en septembre. Cela revient à empêcher le Président d'y participer. On avait évoqué

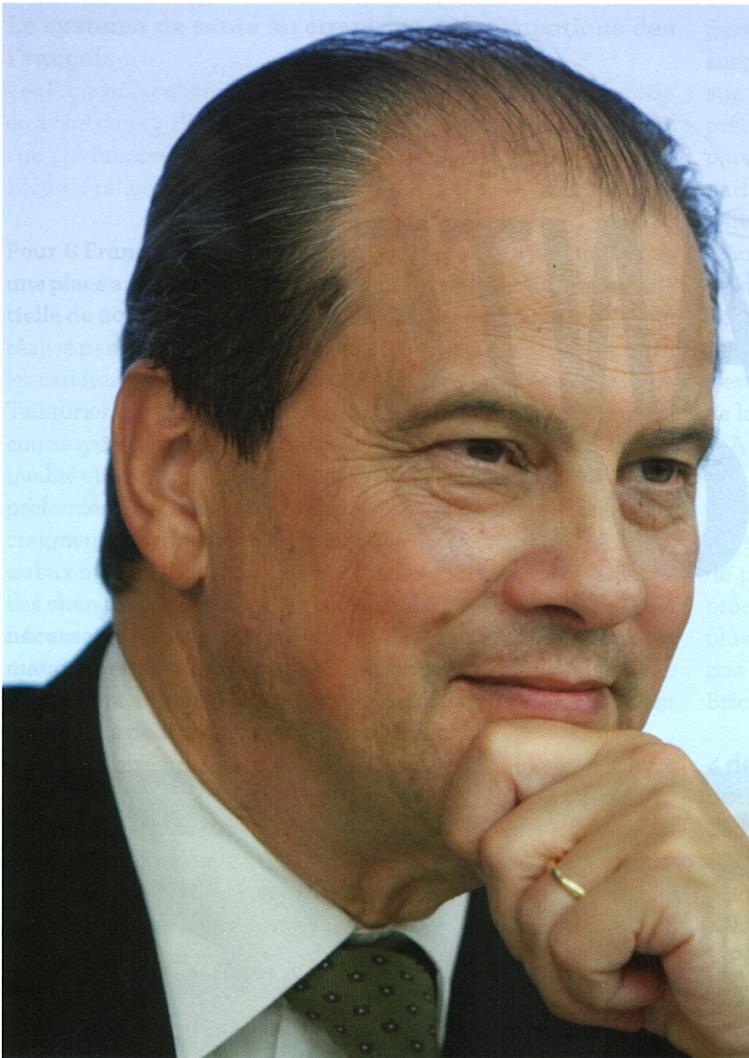
un calendrier autour de décembre et janvier. Et de fait ce calendrier est en train de s'imposer s'il y a une primaire, vu les retards dus aux tergiversations du PCF qui laisse une porte entrouverte en parlant de choix en novembre ou des Verts.

**Concernant la Belle alliance populaire, le Monde soulignait que cette alliance était surtout une « joyeuse compagnie de seconds couteaux », les têtes d'affiche ont du mal à se mouiller ?**

Le Monde m'avait déjà traité de la sorte lors du lancement de la gauche plurielle, et à l'époque 400 personnalités de gauche lançaient ce processus. On connaît la suite.

A l'heure du lancement de la Belle alliance populaire, j'ai dû faire

**« La question posée au Parti socialiste est la suivante : comment finir par faire passer la réalité de l'amélioration de la situation dans notre électorat ? »**



déplorable que cela. C'est la cohérence, le sens qui pose problème.

### **C'est la communication qui est mauvaise ?**

Nous avons raté l'entrée du quinquennat en refusant de souligner le bilan de la droite. Puis il y a eu l'augmentation des impôts, une mesure difficile pour combler les dettes laissées par la droite. Ensuite le mariage pour tous, formidable catalyseur des droites contre le Gouvernement. Et lorsque enfin nous avons abordé la faiblesse de la compétitivité et le recul de nos industries, nous avons donné l'impression de nous occuper des entreprises et non des Français, alors que ces mesures étaient faites pour eux !

Il y a eu le rejet total de la droite et de l'extrême-droite et la non acceptation du Gouvernement dès le premier jour par le Front de gauche. Donc d'emblée, 70 % de l'opinion est dressée contre François Hollande. François Hollande, à son accession à la présidence, n'a pas bénéficié comme les autres gouvernements de gauche d'une sympathie d'une partie de la droite, qui réunit en général 5 à 15 % des électeurs de ce camp. Alors quand vous êtes contesté à gauche et que vous avez zéro soutien à droite, vous retombez mathématiquement à 15 ou 20 % d'opinions favorables, c'est normal. Et ce chiffre fait sens.

### **Il y a aussi des démarches comme celle d'Emmanuel Macron dont on se demande si elles seront favorables ou non à Hollande.**

Je n'ai pas de doute là-dessus. Nous avons des visions différentes, mais nous pouvons nous retrouver. Nous sommes complémentaires : avec la Belle alliance, nous parlons à la gauche, aux forces associatives et syndicales, alors que lui parle à des Français qui ont quitté la politique et qui trouvent que son énergie, sa créativité, sa modernité peuvent être un gros plus.

### **Il vous a fait peur, au début...**

Il a fait peur au début, mais je l'ai prévenu : changer l'ADN du PS, c'est affronter les militants. En revanche, s'il voulait élargir la majorité à de nouvelles voix qui ne croyaient plus en la politique, c'était là une complémentarité bienvenue. Il est allé dans ce sens, son travail nous rend complémentaires et sera utile à François Hollande s'il souhaite être candidat.

### **Dure tâche que celle de préserver l'unité du PS en tous cas...**

Penser long c'est aller au-delà des élections présidentielles et législatives. Notre époque est marquée par des crises conjointes : révolution de l'immatériel, crise climatique, crise des représentations, nouvelle donne géopolitique, le terrorisme et la question des réfugiés, crise de l'Europe, montée des nationalismes etc. Le courant progressiste doit répondre à cela dans le tripartisme français. Il ne s'agit plus seulement de rassembler au second tour mais d'y être. Cela nécessite donc d'unir des forces qui dépassent le Parti socialiste dès le premier tour. Il faut donc préserver l'unité du Parti socialiste et le dépasser dans la Belle alliance populaire. Sinon, nous nous retrouverons condamnés pendant un certain temps à appeler à voter Les Républicains dans tous les seconds tours face au Front national. Et puis il faut écouter, recueillir la parole, proposer des chemins, rassembler. Faire comprendre que l'on n'a jamais raison seul au milieu d'un champ de ruines. On ne peut espérer se retrouver seul, une rose à la main au milieu des décombres de la maison socialiste en disant « J'avais raison ». ●

avec ce que j'avais et ce n'est pas négligeable : on compte le Parti radical, un parti qui a plus d'adhérents qu'EELV et presque autant que le Front de gauche. Avec Jean-Luc Bennahmias et ses amis qui viennent du Modem. Avec Emmanuelle Cosse, Jean-Vincent Placé, François de Rugy et de nombreux parlementaires Verts. La Belle alliance s'est aussi lancée avec d'anciens syndicalistes, on ne les cite même pas, pourtant il y a Alain Olive, ancien secrétaire général de l'UNSA, Jacky Bontems, ancien numéro 2 de la CFDT, Julien Blanchet, ancien président de la FAGE, ces gens ont une représentativité et ils sont accompagnés d'une vingtaine de syndicalistes. Il y a également beaucoup de responsables associatifs. On ne veut pas concevoir qu'un rassemblement vaste puisse se faire sans tête d'affiche. On me dit « si vous n'avez pas Dufflot et Mélenchon sur la même affiche, c'est que vous n'avez pas réussi ». Mais si je les avais, on me dirait « coalition d'appareil ». Ainsi va notre débat médiatique.

### **Il y a ce terme de trahison qui revient systématiquement quand on interroge les électeurs de Hollande, vous pouvez l'entendre, le comprendre ?**

En fait, ce terme de trahison est employé pour parler du discours du candidat au Bourget. J'ai la chance de pouvoir discuter avec beaucoup de Français. Quand on pousse un peu et amicalement la discussion sur ce terme de trahison, il en ressort que c'est plutôt un sentiment général concernant la politique du Gouvernement. Si l'on détaille les mesures une à une, elles sont beaucoup plus populaires que la totalité de la politique gouvernementale. Donc je me dis que l'image des mesures gouvernementales n'est pas si